

*Immigration—Loi*

Enfin, les représentants des Nations Unies voulaient que toute décision défavorable à un réfugié soit réexaminée, car une erreur pourrait coûter la vie à une personne. Une fois de plus, le gouvernement fédéral, membre du conseil exécutif du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, a refusé.

Les trois principales objections au projet de loi C-55 formulées par tous les témoins qui ont comparu devant le comité, à l'exception de ceux représentant la Commission de l'immigration ou les compagnies aériennes, sont sans cesse reprises au Parlement et en public. En refusant de les écouter, le gouvernement a déshonoré le Canada.

Je préviens aussi les députés et les Canadiens, mes compatriotes, que l'on ne pourra pas refuser la justice et la liberté aux réfugiés sans en même temps miner et affaiblir les droits et les libertés des Canadiens.

On a vu comment le projet de loi C-84 lèse les Canadiens dans leur droit et leur liberté d'aider un réfugié sans papiers à se présenter à un bureau de l'Immigration au Canada pour demander le statut de réfugié. Voici que le projet de loi C-55, en privant un demandeur du statut de réfugié de son droit à en appeler vraiment de la décision le concernant, prive aussi tous les Canadiens du droit de demander aux tribunaux de corriger l'erreur commise par un agent d'immigration lorsqu'un Canadien demande à parrainer un parent candidat à l'immigration. En suscitant une fausse situation de panique à l'égard des réfugiés, le gouvernement progressiste conservateur mine la liberté qu'ont tous les Canadiens de faire ce qu'ils croient juste.

J'ai décrit la forte opposition des Canadiens au projet de loi C-55. Beaucoup se demandent toutefois pourquoi le gouvernement propose cette mesure. Il n'y a aucun doute que le nombre de revendicateurs du statut de réfugié a monté en flèche. Il en vient dix fois plus qu'il y a quelques années. Le nombre de réfugiés a été de 18 000 l'année dernière. C'est la principale excuse du gouvernement, et pourtant un gouvernement progressiste conservateur précède d'un déca de faire venir 50 000 personnes du Vietnam en 1979, soit trois fois plus. Pourquoi paniquer maintenant?

Le plus grand changement dans le mouvement des réfugiés concerne les pays d'origine. Après la Seconde Guerre mondiale, la plupart de ceux qui venaient se réfugier au Canada étaient originaires des pays communistes de l'Europe de l'Est. Ils étaient anti-communistes—nous avons appris que certains étaient des criminels de guerre nazis—et de race blanche. Aujourd'hui, la majorité des réfugiés viennent d'anciens pays coloniaux, souvent de régimes de droite cruels et ils ne sont pas tous nettement des anti-communistes. La plupart ne sont pas de race blanche.

Pourquoi viennent-ils? Cette nouvelle vague de réfugiés est l'indice de désordres beaucoup plus grands dans le monde, surtout depuis dix ans.

Dans les années 50 et 60, et jusque dans les années 70, les gouvernements d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord ont accepté des millions d'immigrants, légaux et illégaux, à court ou à long terme, de race blanche ou autre. Ces arrivants ont fourni une main-d'oeuvre bon marché à nos industries de fabrication et de services et ils ont raffermi l'expansion de nos marchés dans les anciens colonies d'Amérique latine, des Antilles, d'Afrique, d'Asie et du sud du Pacifique.

Toutefois, quand l'expansion a plafonné au milieu des années 70 et que les marchés ont cessé de croître, les pays d'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord ont commencé à imposer des restrictions. On a commencé à bloquer les salaires, à dévaluer les devises et à restreindre l'immigration. Pour pouvoir soutenir leurs industries, les pays industrialisés ont réduit le cours des produits agricoles, appauvrissant ainsi un grand nombre d'anciennes colonies. Les multinationales ont commencé elles aussi à fermer des usines et des services de traitement des données dans les pays industrialisés, à déménager dans les anciennes colonies pour profiter de la main-d'oeuvre bon marché. La récession du début des années 80 a encore accéléré ce processus. Ce phénomène s'est traduit par un net recul de la demande de main-d'oeuvre bon marché au Canada, chez nos voisins en Amérique du Nord et dans les pays de l'Europe occidentale. Pendant cette période, des contrées comme l'Amérique latine notamment ont vécu sous la coupe de gouvernements qui ne cessaient de prêcher la doctrine de la sécurité nationale. Dotés des armements et des conseillers militaires fournis surtout par les États-Unis et l'Europe occidentale, ces gouvernements ont commencé à s'attaquer à ce qu'ils appelaient la «subversion communiste», et des coups d'État ont eu lieu comme celui de Pinochet au Chili en 1973.

• (1620)

De puissantes sociétés ont emboîté le pas aux militaires pour supprimer les syndicats et pour maintenir les salaires bien en-deçà du taux de l'inflation. Dans des contrées comme l'Amérique latine, les Philippines et le Sri Lanka, les paysans ont été obligés d'abandonner leurs terres. On a recruté de la main-d'oeuvre à des salaires de famine pour travailler dans des usines sous propriété étrangère, et on a usé de répression militaire pour venir à bout des syndicats. De même, des propriétaires étrangers de l'industrie locale, dont beaucoup d'entreprises agricoles, avec le concours des institutions bancaires internationales, se sont organisés pour qu'il sorte plus de capitaux vers l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord qu'il n'en entre dans ces pays.

La pauvreté des gens s'est accrue rapidement. On a donc semé les germes d'une guerre civile dans bon nombre d'anciennes colonies. On a vu arriver de ces pays des réfugiés qui voulaient échapper à la persécution parce qu'ils voulaient défendre leur droit de se nourrir ou de fuir la famine dans un pays qui ne leur appartenait plus et où ils ne pouvaient plus cultiver de denrées alimentaires pour leur consommation.

Dernièrement, ces anciennes colonies ont été affligées d'une énorme dette extérieure. Ces gouvernements appauvris et ces populations affamées ont dû assumer les dépenses consacrées à la construction et à l'entretien des usines pour les sociétés étrangères, les pertes subies en raison de l'effondrement des prix agricoles et le coût des armes fournies par les pays industrialisés et utilisées par les militaires pour étouffer les révoltes. Des réfugiés ont continué à arriver, désireux de refaire leur vie.

Les habitants de ces pays, officiellement indépendants sur le plan politique, ont lancé des mouvements et même des guerres de libération contre l'esclavage économique qui les anéantisait. Les pays de l'Atlantique-Nord sont intervenus pour appuyer les gouvernements qui devaient rembourser leurs dettes à nos banques, quel qu'en soit le coût pour leur population. De nouveaux envois d'armes et de conseillers militaires, ainsi